

# ÉCONOMIE POLITIQUE

## **D**e la résistance à la révolution Un chemin de luttés

Comment reprendre l'offensive face à des forces du capital qui, à l'échelle nationale comme dans le monde, semblent parvenir dans une certaine mesure à contenir ou à dévoyer la contestation de leur domination que la crise de civilisation ne cesse de nourrir ?

À quelques semaines de rendez-vous importants pour le mouvement populaire – le congrès de la CGT début juin, celui du PCF début juillet – ce dossier propose quelques éléments de réponse.

Le fil conducteur est le lien étroit qui nous semble devoir être fait entre la riposte immédiate aux politiques antisociales et aux menaces contre la démocratie et contre la paix, d'une part, et, d'autre part, la construction d'une alternative politique prenant toute la mesure de la crise de civi-

lisation pour y répondre de façon crédible, c'est-à-dire révolutionnaire.

Dans un article qui, nous l'espérons, encouragera à regarder en face les périls de l'heure mais aussi le nouveau qui s'y cherche, Frédéric Boccara s'appuie sur l'expérience historique des novations successives qui ont fait l'histoire du mouvement communiste pour caractériser celle qui permettrait de répondre aux défis d'aujourd'hui.

Pierre Assante appelle l'attention sur l'aspect international de la crise de civilisation et sur l'impératif internationaliste de la réponse qu'il convient de lui apporter.

Thalia Denape montre en quoi la lutte pour une sécurité d'emploi et de formation, référence de l'originalité du PCF dans le paysage politique actuel, est tout autre chose

qu'un moyen d'adoucir les conséquences de la crise du capitalisme pour les salariés. C'est une dimension centrale d'un projet révolutionnaire: le dépassement du capitalisme, du libéralisme et, avec eux, des classes sociales.

Il s'agit donc de faire du nouveau en se nourrissant de toute l'expérience acquise par le mouvement ouvrier depuis deux siècles, et en allant au-delà: Catherine Mills

apporte à ce dossier les moments essentiels de cette histoire en reprenant la lecture approfondie qu'en avait faite Paul Bocca-ra au moment où se mettaient en place les données du problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui.

Tels sont les différents angles sous lesquels les contributions qui constituent ce dossier envisagent les questions brûlantes que doit affronter le mouvement révolutionnaire.



# ■ Quelques leçons tirées des transformations passées du parti révolutionnaire

*Comme le dit une chanson brésilienne pour conjurer solitude et désillusion (Dança da solidão, de Paulinho da Viola) : « Quando penso no futuro, não me esqueço meu passado » (quand je pense au futur je n'oublie pas mon passé).*

L'ambition communiste a connu différentes étapes. Sans remonter à l'antiquité ou au moyen-âge, celle du *Manifeste du Parti communiste*, de Marx et Engels, publié en 1848, en a été une très importante. Celle de la révolution russe de 1917, fille de la Commune de Paris, de la Révolution française, du marxisme et des combats contre l'oppression dans l'empire tsariste en fut aussi une, décisive. Elle a amené, en France, la création du PCF, en 1920.

À chaque nouvelle étape de l'ambition communiste sont associées trois composantes : novation d'idées, mouvement social populaire et nouvelle étape d'organisation politique. On ne peut pas traiter ces trois composantes séparément. Elles rencontrent à chaque fois des exigences profondes, « objectives », montant de la société. Dans le même temps, les transformations du parti révolutionnaire ne se produisent pas sans hésitation, bégaiements, voire retours en arrière.

## Du bon usage des défaites passées pour réussir une révolution

Les exigences profondes « objectives » proviennent de la maturation sociale – ce fameux moment où le développement des forces productives sociales entre en contradiction avec les rapports sociaux de production et de distribution existants. Cette maturation sociale ouvre à une crise (voir encadré). Cette crise – systémique – exige alors des transformations tout aussi systémiques, de nature révolutionnaire. C'est-à-dire en renversant d'une façon ou d'une autre la logique profonde du système, en l'inversant : priorité au développement des capacités humaines et aux ressources pour le vivant, au lieu de la priorité au profit et à l'accumulation du capital.

À chaque fois, il a été indispensable de s'approprier de façon critique les expériences passées et d'en tirer les leçons. Souvent à la suite d'une série d'échecs ou défaites.

Ainsi Marx écrit-il sur les défaites de 1848 « Ce qui succomba dans ces défaites, ce ne fut pas la révolution elle-même, ce furent les accessoires révolutionnaires qui dataient de l'époque précédente. Ils provenaient de rapports sociaux confus, les antagonismes de classe ne s'accu-

saient pas encore nettement. Avant la révolution de Février, le parti révolutionnaire ne s'était pas encore défait des personnalités, des illusions, de certaines idées, de certains projets » (*Les Luttes de classe en France, 1848-1850*).

Nous sommes à un moment similaire, même si les défaites sont plus étalées dans le temps (depuis 1982-1983), avec des transformations très profondes du capitalisme (au cœur desquelles plusieurs révolutions des forces productives sociales : la révolution informationnelle, la révolution écologique, la révolution monétaire et la révolution démographique), une crise systémique à la profondeur peut-être inédite, et avec des institutions de la V<sup>e</sup> République qui persistent, durent et résistent, institutions dont le PCF fait partie à son corps longtemps défendant. C'est pourquoi il est intéressant de revenir sur les transformations passées du parti révolutionnaire.

## Le PCF n'est pas né communiste, il l'est devenu

Quand, en 1920, le congrès de la SFIO fait le choix de l'Internationale communiste, le parti qui en sort n'est pas encore véritablement un parti communiste. Il va devoir se construire, tâtonner à travers un processus créatif, fait aussi d'erreurs et d'essais. De même, quand en octobre 2018 les communistes choisissent *Le Manifeste du parti communiste du XXI<sup>e</sup> siècle* à une majorité relative de 42 % comme texte de base commune, pour guérir en quelque sorte le parti de sa dilution tant dans le Front de gauche que dans les institutions de la V<sup>e</sup> République, le PCF n'est pas encore guéri, loin de là.

Voir ce qui s'est passé dans les années 1920-1936, mais aussi durant 1939-1944, peut nous aider à dépassionner les débats actuels et à identifier quelques enjeux.

Trois faits, ou ensembles de faits, sont à noter dans les débuts du PCF.

Premier fait, le PCF ne devient un parti marxiste que progressivement. La mise en place des « écoles » du parti et ce qu'on a appelé la bolchevisation va jouer un rôle déterminant. Or, celle-ci n'intervient qu'à partir de 1924, et progressivement jusque dans les années 1930. D'abord bol-

chevisation, avec pas mal d'étroitesse. À partir des années 1930, elle conjugue beaucoup plus formation pratique et formation théorique aux principes du marxisme. La formation théorique combine un apprentissage des principes et règles du parti, comme le « centralisme démocratique » ; une appropriation des éléments majeurs de la « politique du parti », ses différences avec les autres partis ; et les principes du marxisme, tout particulièrement la philosophie, avec le matérialisme dialectique et historique, et l'économie politique, avec tout particulièrement l'explication de la plus-value et de son origine. Cette explication a participé de façon décisive à la construction d'une conscience de classe dans l'ensemble du pays, à son renforcement, et à la compréhension du fonctionnement du capitalisme, en lien avec les luttes pratiques. La théorie est un peu une boussole qui aide à comprendre (la logique de la société, ses contradictions, ce que cherchent les luttes), à s'orienter et à agir, si on ne la prend pas de façon dogmatique. Elle est indispensable pour éviter la récupération politique au service du capital et par les forces dominantes.

Cette dimension théorique de la formation est insuffisamment vue. Elle est minorée dans les travaux d'histoire sur le PCF et sur ses écoles, qui les réduisent à un formatage idéologique, ce qu'elles n'étaient que pour partie. Ces mêmes critiques ont été utilisées dans le parti pour justifier dans les années 2000 la fermeture des écoles, puis une relativisation de la partie économique des formations, au profit d'un certain éclectisme des sujets, et l'éviction des propositions et positions politiques du parti dans la formation, un recul de la philosophie marxiste au profit du simple « matérialisme ». Revenons aux années 1930. Il a donc fallu un temps avant que le marxisme commence à être diffusé dans le corps militant du PCF (ainsi que celui de la CGT) et cette diffusion a participé du redressement considérable du PCF à partir du milieu des années 1930.

Deuxième fait, le PCF tâtonne considérablement avant de trouver le « bon » secrétaire général. Et, entre-temps, il a plus été déstabilisé par ses mauvais secrétaires généraux et leur politique, ou leur comportement, que par les remous, débats et dissensions qu'implique la mise en cause du numéro un. Ainsi le secrétaire général élu en 1920, Frossard, ancien « socialiste patriote », est sans cesse tenté par un retour vers ses camarades SFIO d'hier, *via* des combinaisons avec le groupe socialiste à la Chambre. Treint de la fédération de la Seine, qui est ensuite secrétaire général (1923-1926), d'abord aux côtés de Frossard, puis de Sellier car Frossard démissionne, est caractérisé ainsi par le délégué de l'internationale : cet « ancien instituteur et ancien officier avait tous les défauts d'un pion et d'un adjudant » (Humbert-Droz, p. 203). Le grand Pierre Sémard, qui fut secrétaire général de la fédération des cheminots fusillé plus tard par les nazis, n'a pas non plus convaincu dans sa tâche (1926-1929), mais il a apporté un tout autre esprit et il s'entoure de Duclos, Frachon, Thorez au bureau politique, tandis que Tillon est élu au comité central, puis au bureau politique en 1932. L'épisode du « groupe Barbé-Célor », qui fonctionne comme un cabinet fantôme se réunissant avant les réunions des instances pour les piloter, a marqué les esprits. D'autant plus que Barbé a ensuite été secrétaire général du parti fasciste présidé par Doriot, le PPF. Il a fallu l'arrivée de Maurice Thorez comme secrétaire général (1931-1932), d'origine ouvrière mais profondément intellectuel, formé au marxisme et curieux de bien des débats et travaux théoriques, pour que les choses se stabilisent.

C'est que, pour reprendre les termes de Humbert-Droz, « la majorité qui s'était rassemblée autour des thèses de Moscou était généralement hétérogène [...] ». Il fallut donc

que l'Internationale communiste combattit [...] l'opportunisme des partis majoritaires [c'est-à-dire ceux en faveur de l'Internationale communiste]... cette hétérogénéité fondamentale du Parti communiste français issu du congrès de Tours, nous allons effectivement la déceler dans toutes les querelles dont retentissent les années ultérieures » (p. 15-16). « Participation à la vie nationale ou repliement sur soi, unité ouvrière ou bolchevisation, ce sont là les choix que le PCF a trouvés à tous les tournants ultérieurs de son histoire ». Par ailleurs, note-t-il, « Les textes publiés par la presse officielle, les discours prononcés [...] ne sont que le résultat de compromis obtenus après d'âpres luttes de fractions [...] Il était relativement facile de s'unir sur un projet de thèse mais la répartition des fonctions et des tâches remettait souvent tout en question et la lutte pour le pouvoir dans le parti jouait un rôle plus important que l'action contre la bourgeoisie » (p. 19).

## Alliance entre certains intellectuels et la classe ouvrière

En revanche, ce que l'on voit c'est que dans une période de tangage idéologique, de « temps déraisonnable » comme dans les années 1930 où certains en étaient à « n'y comprendre rien » car « on prenait les loups pour des chiens, tout changeait de pôle et d'épaule » (Aragon) le profil d'un dirigeant comme Thorez est celui de quelqu'un de très formé intellectuellement et idéologiquement, lié aux luttes (il a été emprisonné pour cela), qui a travaillé un certain temps et qui n'est d'emblée ni un parlementaire, ni même un élu municipal. Dans les reconstructions ultérieures (Fils du Peuple) se forgera l'histoire d'un pur ouvrier, mineur. C'est plutôt de son milieu d'origine qu'il s'agit que de ce qu'il est véritablement, un intellectuel d'origine ouvrière et d'une grande curiosité, qui travaillera sans cesse, au moment où il s'affirme comme premier dirigeant du PCF. Plusieurs autres membres du secrétariat comme Tillon, Marty, Frachon, Marrane ou Monmousseau sont très liés aux luttes et au mouvement social, tandis que l'Internationale, qui regorge d'intellectuels, forme et suit les dirigeants. Cela n'est pas sans rappeler d'autres époques. Ainsi Jaurès est dans les luttes et c'est un intellectuel. Lénine aussi est dans les luttes et il est un intellectuel. Alors qu'aux débuts de son action politique le mouvement russe est idéologiquement désarmé et très éclectique, Lénine choisit de travailler la théorie marxiste, analyse l'économie russe (son ouvrage *Le Développement du capitalisme en Russie*) et surtout il consacre une énergie considérable à diffuser et pédagogiser le marxisme. Contrairement aux reconstructions ouvriéristes, l'alliance d'intellectuels avec la classe ouvrière est décisive car la jonction entre novation théorique et lutte de classes est, elle-même, décisive pour la transformation révolutionnaire. Elle nécessite un dialogue incessant, mais il faut bien une maîtrise intellectuelle pour comprendre ce qu'on veut changer et où l'on va. Un exemple emblématique en est Marx. Mais Babeuf, sur un autre registre, avait exercé, comme juriste et géomètre, expert des droits féodaux, une des professions intellectuelles de l'Ancien régime avant de devenir journaliste et théoricien révolutionnaire. Jaurès vient après le Second empire et la défaite de la Commune de Paris, Lénine après les échecs des tentatives conspiratrices de *Narodnaia Volia*, Marx après l'échec de 1848.

En 1920, le mouvement révolutionnaire communiste est tout à la fois confronté à l'échec – la faillite – de la social-démocratie qui a sombré dans l'Union sacrée et la collaboration de classe, durant la Première guerre mondiale ;

à une transformation considérable du capitalisme avec la très grande industrie, le capital financier et l'impérialisme ; et confronté à une crise qui commence à se profiler alors que se cherche un nouveau type de capitalisme pour y répondre, capitalisme que Lénine appellera (en 1917) le CME, capitalisme monopoliste d'État.

Aujourd'hui, nous sommes profondément marqués par les échecs et faillites des gauches gouvernementales en France, comme des expériences soviétiques et sociales-démocrates à l'étranger, jusqu'à l'échec de Syriza et de la gauche européenne (voire mondiale) face à la crise financière de 2008 ; par la transformation profonde de l'économie, jusqu'à des transformations radicales des forces productives, tout du moins en germe, avec les révolutions informationnelle, démographique, monétaire et écologique.

### « Pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire »

Troisième fait. Il y a eu en France un corpus théorique important qui a été développé, au-delà de Marx, en partie sous l'effet des transformations sociales, de la crise et des circonstances – expériences avec leurs réussites et échecs. Il est le fruit d'évolutions et de remises en cause au feu de l'expérience politique pratique et des transformations de la société. On peut dans ce sens suivre à la trace l'évolution de la conception des nationalisations au PCF (cf. mon article dans *Cause Commune* n° 44, été 2025). Mais on pourrait aussi parler du chemin qui a conduit du plein-emploi à la Sécurité d'emploi ou de formation. Ou encore de la question des critères de gestion des entreprises, ou de celle de la monnaie et du crédit.

Ce corpus est tout autre chose que les « accessoires révolutionnaires » que dénonce Marx, les « marqueurs », mots et formules creuses qu'il peut être commode d'agiter pour masquer un vide de fond et une non-radicalité.

– Il demande à être maîtrisé et à être approprié par le mouvement social révolutionnaire et communiste. C'est d'abord le recentrage de la focale sur le taux de profit : c'est lui le régulateur décisif à tous les niveaux. Il caractérise le capitalisme avec, comme corollaire, tout le processus de suraccumulation-dévalorisation du capital.

– C'est ensuite de désigner l'utilisation de l'argent par les entreprises et les banques comme pouvoir décisif dans cette logique, avec le monopole de cette utilisation par le grand patronat, par certaines institutions pour la rentabilité des capitaux (le taux de profit) avec l'appui massif de

l'État du CME. Derrière cela, c'est le double enjeu d'une démocratie d'un type nouveau, d'intervention et de concertation, concernant tout autant les institutions publiques « politiques », que les entreprises et les banques ; et celui de nouveaux critères de financement et de gestion des entreprises.

– C'est la théorie de la révolution informationnelle.

– Et c'est donc la nature de la crise du capitalisme et du libéralisme mondialisés : crise de suraccumulation, crise de sens (travail, écologie, rapports humains), crise d'efficacité, et crise du monopole informationnel liée au refoulement de l'exigence de priorité aux capacités humaines et aux dépenses pour celles-ci, exigence qui est au cœur de la révolution informationnelle et de son efficacité possible. Bref, le nouveau monde est refoulé par l'ancien et sa culture du capital.

– C'est donc le capital (coûts, logique, pouvoirs) qui joue contre l'ensemble de la société, unifiant – potentiellement – dans leur diversité l'immense majorité des couches et classes de la société, avec au cœur la réduction de la personne humaine à une force de travail – marchandise fictive –, alors que la personne humaine et ses capacités débordent ce cadre marchand et chosifiant, devenu de nos jours si étroit et pervers. Il demande à être dépassé. Cette réduction touche avant tout la classe ouvrière, au sens large, mais s'étend plus ou moins à tout le salariat. Ceci alors que progressent en même temps l'inclusion de presque toute la société dans un rapport au service direct du capital (ressemblant à un rapport d'exploitation) ; la prolétarisation de toutes les professions et leur intellectualisation ; l'intégration des couches supérieures au capital financier et à ses bénéficiaires ; les oppositions entre les exploités (« chômeurs » et « assistés » contre salariés, plus ou moins immigrés contre les autres, etc.). C'est la base, non d'une fusion de classes, mais d'une alliance de classe moderne et de rapprochements contre le capital, en faveur des capacités humaines et de tout le vivant.

– C'est pour le XXI<sup>e</sup> siècle la triple visée d'une sécurité d'emploi ou de formation ; d'un développement généralisé des services publics ; d'un monde de partage et de coopération, mettant en leur cœur le développement de toutes les capacités humaines, la démocratie et l'écologie. Il s'agit d'une véritable novation révolutionnaire qu'il faut être en mesure de porter, tant par celles et ceux qui impulsent l'activité du parti révolutionnaire, que par l'orientation de celui-ci ou par son organisation et sa structuration.



D'où aussi tout une visée cohérente de l'économie concernant les objectifs, mais aussi les moyens et les pouvoirs pour aller vers cette visée. Ceci constitue une visée renouvelée, avec des batailles qui sont autant de chantiers impliquant des propositions économiques d'une tout autre utilisation de l'argent des entreprises, des banques et des fonds publics, selon des critères d'efficacité sociale et écologique :

- des nationalisations d'appropriation publique et sociale, avec la mise en œuvre de critères d'efficacité, alternatifs à la rentabilité financière et avec des pouvoirs étendus d'interventions dans les gestions par les salariés ;
- une planification, mais démocratique et stratégique, selon des critères précis, avec des engagements en lien avec un financement incitatif ou pénalisant et un suivi démocratique des engagements pris ;
- de nouveaux services publics, profondément démocratisés, visant le développement humain et celui des biens communs ;
- un financement émancipé des marchés financiers, à différents niveaux (régional, national, zonal, mondial), reposant sur la création monétaire avec de tout autres critères de financement, impliquant à la fois une bataille politique radicale sur les banques et le crédit, leur nationalisation pour qu'elles pratiquent un tout autre crédit, une bataille sur les banques centrales, une bataille sur le FMI, mais aussi, des fonds régionaux ou nationaux, en levier sur le crédit des banques ;
- une tout autre mondialisation, s'opposant à l'impérialisme, de partage et de développement des biens communs, ce qui implique de nouvelles institutions (depuis une transformation profonde de l'Union européenne jusqu'à une monnaie commune mondiale de promotion des biens communs et de l'emploi.

Cela doit se retrouver dans les batailles à tous les différents niveaux : luttes territoriales ; batailles dans les entre-

prises et sur celles-ci ; batailles lorsque sont occupées des positions de pouvoir politique, local, régional ou national ; batailles transversales européennes et batailles mondiales. Ce n'est pas le tout ou rien de « prendre ou pas le pouvoir ». C'est une pédagogie politique d'explications et de convictions, c'est une confrontation dans chaque bataille, jusque sur les projets et pour impulser des concertations transversales. Cela implique de transformer l'action des entreprises et des banques, et donc de conquérir des pouvoirs politiques pour que les citoyen. ne. s et travailleur. se. s puissent intervenir sur elles et qu'elles se transforment profondément. Il y a là une profonde dimension autogestionnaire et d'auto-gouvernement.

Il s'agirait ainsi de dépasser l'alternance entre priorité aux « valeurs universelles » et repli sur la « pureté de classe » : ni dilution, ni régression, mais novation pour répondre aux défis profonds du XXI<sup>e</sup> siècle. C'est ainsi, à partir d'une bataille de classe contre le capital, porter le flambeau d'une toute autre conception de l'intérêt général de l'ensemble de la société, la mobiliser et permettre l'intervention de chacune et chacun pour changer cette société et sa propre vie.

1. L'ouvrage de celui qui a été délégué de l'Internationale à Paris à partir de 1922 auprès du PCF, le montre bien (« *L'Œil de Moscou* » à Paris, Jules Humbert-Droz ancien secrétaire de l'Internationale communiste, collection « Archives », Gallimard, 1964).

2. Parti populaire français, désigné dans Wikipédia comme « nationaliste, anticapitaliste et plus ou moins pacifiste ». Il n'envisage pas de nationalisation, ménage le patronat et le profit.

3. Par exemple, il aurait appris l'alsacien lorsqu'il suivait la fédération du Bas-Rhin pour comprendre ce que se disaient entre eux les camarades. À la fin de sa vie, il apprendra le latin avec Georges Cogniot.

### Forces productives sociales, rapports sociaux et régulation

« Le moment d'une crise sociale de ce genre est venu, lorsque s'approfondissent la contradiction et l'opposition entre les rapports de distribution, partant l'aspect historique défini des rapports de production correspondant, et les forces productives, la capacité de production et le développement de leurs agents. Le développement matériel de la production et sa forme sociale entrent alors en conflit » (*Le Capital*, Livre III, chapitre 51, p. 795 de l'édition de poche de 1976, Éditions Sociales).

Ces phrases du dernier chapitre complet du *Capital*, publié en 1894 par Engels, écrites par Marx à la fin de sa vie de lutte et de recherches, en sont une sorte de conclusion, très systémique et originale. À l'opposé du positivisme et du mécanisme qui pouvaient dominer. Elles enrichissent et élargissent l'analyse qu'il faisait en 1859 où il écrivait « De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports [de production] en deviennent des entraves » (Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, K. Marx, 1859). Cet enrichissement porte sur au moins deux points :

- l'adjonction des rapports sociaux de distribution aux rapports sociaux de production ;
- le rôle décisif du taux de profit pour déterminer et orienter la reproduction du système.

Il écrit : « le profit apparaît donc ici comme le facteur principal, non de la distribution des produits, mais de leur production elle-même, comme un élément de la répartition des capitaux dans les diverses sphères de production ». Profit qu'il désigne ainsi : « Cette forme définie de la plus-value suppose que la création de nouveaux moyens de production se fait suivant le mode capitaliste ; il s'agit d'un rapport qui domine donc la reproduction », « le profit n'est pas une simple catégorie de répartition du produit consommable par l'individu » (*Le Capital*, Livre III, p. 794).

Ce rôle du taux de profit, et du « capital comme valeur créatrice de valeur et de plus-value » est au cœur de la « régulation » capitaliste, pour reprendre la terminologie de Paul Boccara [mais le terme est employé par Marx dans ce chapitre. Il parle notamment des « prix régulateurs »] qui a montré que c'est la « régulation » qui était omise auparavant (dans le texte de 1859, qui précède *Le Capital* et reprend les analyses du néo-ricardien Jones). Le combatte est au cœur des ambitions révolutionnaires qu'on ne peut réduire à des nationalisations et de la planification (comme l'a montré l'échec de la politique de 1981-1982). La régulation (par le taux de profit) est précisément ce qui relie développement des forces productives et rapports sociaux. Transformer radicalement, c'est imposer un autre type de régulation que par le taux de profit, une régulation par le développement humain et l'efficacité sociale et écologique. Elle est ce qui a commencé à être – certes insuffisamment – transformé après 1944-1945, avec, tout particulièrement, d'une part des nationalisations industrielles et bancaires fonctionnant à taux de profit réduit et d'autre part la création de la Sécurité sociale, avec la cotisation sociale amenant à inclure dans le prix même des produits un « précompte » pour le développement humain et non pour le capital, comme utilisation de l'excédent dégagé au-delà des salaires versés.

# II. Internationale

L'auteur a publié cette contribution sur son blog : <<https://pierre-assante.over-blog.com/2026/01/internationale.html>> le 28 janvier 2026.

Il existe une « internationale fasciste » parce qu'il existe une « internationale capitaliste ».

Les capitaux dominants sont à la fois nationalistes et internationalistes. Ils sont en guerre entre eux, mais évitent le plus possible que leur guerre ne les détruise tous : audace, bellicisme et prudence...

Nous sommes loin, loin, très loin des deux cents familles françaises du Front populaire dont le schéma rigide et dépassé reste encore dans nos têtes.

Les capitaux dominants s'appuient sur tout ce qu'ils peuvent, et s'y appuient très bien : sur les rapports de force géopolitiques des marchés mondiaux, sur les États et leurs institutions, sur les institutions financières mondiales, le tout à partir des réalités locales, des plus petites aux plus vastes. La CIA orchestre très bien tout cela

Ne croyez pas qu'ils servent État ou idéal.

Conquêtes de marché et du taux de profit, dans la complexité et multiplicité des alliances qui se préparent, se font et se défont et se refont au gré des jeux de ces rapports de force, indépendamment des grands idéaux affichés et bafoués de fausse paix, de fausse coopération, de fausse cohérence locale et globale.

On soutient l'Irak contre l'Iran, puis on envahit l'Irak, un million de morts, et on affame économiquement l'Iran et on pousse le peuple à se révolter dans ses légitimes revendications récupérées, contre un régime à la fois moderne économiquement et à la fois moyenâgeux culturellement, les deux choses entremêlées étroitement. Exemple parmi tant, tant et tant d'autres.

Le pire, c'est qu'une classe dominante et exploiteuse s'est toujours revendiquée du bien commun pour satisfaire le sien propre, et d'une certaine façon croit à son propre conte, à sa propre imagination, comme à une religion, dans les limites où la réalité la réveille et lui propose une bifurcation plus avantageuse ou moins dangereuse pour ses intérêts.

Les schémas communistes soviétiques sont depuis longtemps dépassés et les schémas communistes non pas nationalistes mais nationaux sont dissous. La bataille idéologique dans la bataille de réorganisation économique mondiale, des nouvelles forces productives, perdue, est cause de cette dissolution sans recombinaison nouvelle indispensable.

La confusion, c'est l'opposé de la conscience nécessaire à tout changement s'attaquant à l'état présent malade des choses sociales.

*Mais tout cela n'est qu'écume des jours. Le fond du problème est l'inadéquation entre les progrès des forces productives et le système capitaliste dans lequel elles évoluent.*

## La barrière au développement du capital, c'est le capital lui-même.

La numérisation de la production et des échanges ne peut plus supporter le type d'organisation économique et sociale que le capital a institué depuis les révolutions bourgeoises, la démocratie libérale continentale et sa suite américaine mondialisée dominante économiquement et militairement, et culturellement par conséquent, ce qui va de pair, capital et techniques à son service.

Le talon d'Achille du capital c'est la baisse tendancielle du taux de profit dans la croissance du capital constant dans sa révolution scientifique et technique et sa suraccumulation-dévalorisation qui s'en suit systématiquement.

L'école néomarxiste de la régulation systémique propose de développer, sur l'incapacité du capital à résoudre sa maladie, des « mécanismes » sociaux et culturels de sauvetage et de développement à partir des besoins sociaux et culturels.

Le robinet des Fonds permettant de détourner progressivement et radicalement les capitaux vers ces besoins, et la sécurité d'emploi et de formation répondant graduellement aux contradictions de l'achat de la force de travail ; l'achat de la force de travail : incongruité dans l'évolution des forces productives, leur besoin d'autonomie et de formation de la personne et des entités humaines qu'elle constitue, leur mouvement, leur complexification ; et leur condensation (réorganisation continue-discrète) insuffisante de par le système.

Il n'y a qu'une internationale locale/globale possible en santé suffisante et nécessaire possible, c'est celle du travail répondant aux besoins matériels et moraux du processus d'humanisation, du galet aménagé (travail-pensée) de l'homo habilis à la chaîne numérique automatisée et à l'organisation sociale verticale et horizontale qui la permet – qui la permet mal et qui ne la permet plus dans le système capitaliste.

Le divorce entre la production physique-mentale issue du matriarcat puis de l'artisanat, c'est le divorce travail/pensée de la grande industrie capitaliste décrite dans *Le Capital* et à plus forte raison de l'industrie capitaliste numérisée, son taylorisme généralisé, sa destruction généralisée de main-d'œuvre, d'emploi et de formation, de connaissance, dans son processus malade de connaissance structuraliste et non synthétique.

Il n'y a qu'une internationale locale/globale possible en santé suffisante et nécessaire possible, celle « du travail », encore faut-il l'organiser, dans les luttes bien sûr, locales, nationales, « européennes », internationales, globales et in-



# III ■ La sécurité d'emploi ou de formation, élément décisif d'un projet communiste de dépassement des classes sociales et de l'ensemble des dominations

*La Sécurité d'emploi ou de formation, la « SEF », est l'élément central d'un dépassement du marché du travail, formulé par Paul Boccara et faisant partie du programme du PCF.*

L'objectif de la SEF est le dépassement du chômage comme mode de régulation du marché du travail dans le système capitaliste actuel, comme l'évoque le sous-titre de l'ouvrage de référence de Paul Boccara<sup>1</sup> ou encore le dossier spécial d'*Économie&politique* n° 790-791 intitulé « Contre le tsunami du chômage, sécuriser l'emploi et la formation ». C'est une proposition radicale qui permet d'être mise au service direct des luttes sociales dans un contexte de chômage de masse et de précarisation de l'emploi.

Elle consiste à sortir d'un modèle dans lequel les transformations technologiques, les crises systémiques sont régulées par la mise au chômage de millions de personnes en emploi, afin de préserver la rentabilité financière, objectif fondamental du système. L'invention du chômage a constitué un progrès en soi, après une période historique où la régulation des crises se faisait par la famine généralisée. Avec le capitalisme, la force de travail humaine devient une marchandise que les capitalistes sont libres d'acheter contre de l'argent (un salaire) ou de ne pas acheter. De leur côté, les travailleurs sont « libres » de vendre leur force de travail ou de ne pas la vendre – et donc d'être au chômage. Mais si la possibilité du chômage donne ainsi au capitalisme une « force qui vient de la contribution à la mobilité des emplois, à la mobilité des techniques »<sup>2</sup>, il apparaît aujourd'hui insupportable de continuer ainsi au vu des souffrances terribles qu'il induit, mais aussi de son ineffica-

rité économique tant cela constitue un gâchis de potentialité humaine.

La SEF propose ainsi de garder la capacité de mobilité du système, qui permet de s'adapter aux transformations économiques, techniques et sociales, mais sans passer par le chômage :: altemer entre emploi et formation, avec un revenu garanti et qui évolue selon la qualification acquise, dans une totale liberté de choix des individus.

La SEF constitue un élément d'un processus plus vaste de transition révolutionnaire cohérent par le dépassement des quatre marchés capitalistes : dépassement du marché du travail par une sécurité d'emploi ou de formation ; dépassement du marché des biens et services notamment par de nouveaux critères de gestion économiques, sociaux et écologiques ; dépassement du marché de l'argent par un nouveau crédit ; dépassement du marché mondial par une monnaie commune mondiale alternative au dollar et de nouvelles coopérations. Ce projet communiste s'articule logiquement, dans une cohérence d'ensemble alliant des objectifs révolutionnaires, avec des moyens et des pouvoirs nouveaux.

La société communiste à laquelle nous aspirons est une société émancipée des hiérarchies et dominations, une société sans classe (dans laquelle néanmoins subsistent des différences entre les individus, et même où la société s'enrichit grâce à celles-ci). Dans une perspective révolution-

naire de dépassement du capitalisme, de son action décisive sur le chômage, la SEF permettrait de nous mettre sur le chemin d'un dépassement des classes sociales dans le contexte spécifique du <sup>xxi</sup> siècle. En effet, elle prend en compte les évolutions dans le travail qui émergent au cours du <sup>xx</sup> siècle et persistent aujourd'hui, du fait des évolutions technologiques, de la suraccumulation du capital, mais aussi du fait des luttes sociales. Cette dynamique a modifié les rapports de classes, notamment au sein du salariat, depuis l'analyse de Marx. Il convient ainsi de prendre la mesure de ces transformations, que la proposition communiste d'une Sécurité emploi ou formation prend au sérieux, dans une perspective d'union du salariat et de dépassement des classes sociales.

## Des classes sociales chez Marx à la transformation des classes sociales aux <sup>xx</sup> et <sup>xxi</sup> siècles

Le système capitaliste repose sur un système de classes sociales qui entretiennent des rapports d'exploitation. Marx, notamment dans son analyse de la lutte des classes en France dans la deuxième moitié du <sup>xix</sup> siècle<sup>3</sup>, identifie plusieurs classes sociales qui ont des positions plus ou moins antagonistes dans le rapport capital-travail. Il y a d'un côté l'aristocratie foncière, la bourgeoisie industrielle, classes exploitantes, et la petite bourgeoisie, possédant un moindre pouvoir économique, mais partageant les intérêts de la bourgeoisie financière et industrielle. Il y a également la paysannerie parcellaire, majoritaire en nombre. Bien que très différentes, ces différentes classes, dans l'épisode du coup d'État de Bonaparte en 1852, concourent ensemble à mettre au pouvoir Louis Bonaparte. Le prolétariat, exploité, à cette époque est essentiellement composé de la classe ouvrière des villes ; ils sont nombreux mais ne constituent pas la majeure partie de la population.

Néanmoins, dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels mettent en évidence un processus de polarisation en deux classes structurant le système capitaliste : la bourgeoisie et le prolétariat. Dans cette perspective, les différentes classes sociales existantes sont amenées, par la dynamique du capital, à « tomber » dans un camp ou un autre. Par exemple, un exploitant agricole, face à la concurrence, va accumuler du capital par l'investissement pour relever son taux de profit. Quand la crise de suraccumulation devient de plus en plus forte, soit il est « gagnant » de la concentration forte du capital et s'installe durablement dans la bourgeoisie, soit il est « perdant », fait faillite et doit alors, à terme, se salarier, c'est-à-dire vendre sa force de travail pour survivre et rejoindre les rangs du prolétariat. Le capital se concentrant dans les mains d'un nombre de plus en plus réduit de personnes, le prolétariat devrait croître pour devenir la classe sociale majoritaire dans la population, bien que dominée dans le rapport d'exploitation. Ainsi, le prolétariat est la classe révolutionnaire par essence et dispose au <sup>xix</sup> et jusqu'aux années 1960 environ d'une capacité d'union par la classe ouvrière inédite : concentrés dans les usines, ils prennent conscience de leurs conditions communes et de leur intérêt à s'unir face à la bourgeoisie et à imposer une transformation radicale du système. Ce qu'elle va faire, tout au long du <sup>xx</sup> siècle et aujourd'hui encore. La classe ouvrière et son héritage n'ont pas disparu.

Mais la société du <sup>xx</sup> siècle se modifie profondément, surtout dans sa deuxième moitié. La paysannerie se réduit radicalement du fait de la mécanisation pour ne constituer que 1,5 % aujourd'hui de la population active. Le salariat se massifie : 90 % de la population active est salariée ac-

tuellement. Il se diversifie également : le salariat n'est plus constitué uniquement de la classe ouvrière. Aujourd'hui, le salariat est constitué de différentes couches qui représentent différentes classes sociales : ouvriers, employés des services, cadres, techniciens, etc. Ces classes sociales sont marquées par des inégalités économiques et sociales profondes : par exemple les ouvriers ont en moyenne 5 ans de moins en bonne santé par rapport aux cadres. Les revenus augmentent, ce qui permet à certains salariés de se constituer un patrimoine : ils sortent alors de la condition de prolétaire, qui ne détient que sa force de travail pour survivre. Au sein de la classe ouvrière, des inégalités se creusent également entre ouvrier qualifié ou non qualifié : les premiers ont un taux de chômage deux fois moins important que les seconds par exemple. Le genre et les générations, dans un processus différent mais complémentaire, viennent accentuer les différences entre les membres mêmes des différentes couches du salariat. Ces salariés ont également des statuts très divers : emploi dans la Fonction publique ou privée, disposant d'un statut d'emploi plus ou moins protecteur contre l'insécurité sociale (intérim, CDD, mais aussi sous-emploi subi, apprenti, intermittent, contre CDI et statut du fonctionnaire, etc).

Ces inégalités sont nécessaires à prendre en compte dans la mesure où elles peuvent être un facteur de division sur des propositions politiques : c'était particulièrement marquant lors du projet de réforme des retraites de 2023. Malgré tout, ils subissent des logiques communes de domination du capital dans leur rapport au travail : substitution du travail par du capital qui réduit les effectifs humains et intensifie les rythmes, concurrence et management par le stress, etc<sup>4</sup>. Logiques qui accentuent la souffrance au travail et le besoin d'un nouveau rapport à celui-ci.

## Unir le salariat, dépasser les classes sociales par une sécurité d'emploi ou formation

Les classes sociales qui ont un intérêt au dépassement du capitalisme au sein du salariat voire au-delà (par exemple certains indépendants petits commerçants, petits agriculteurs, dominés par les pressions des grandes multinationales et des marchés financiers) ont aujourd'hui plus de mal à trouver une unité. Mais celle-ci est néanmoins possible, peut-être aujourd'hui plus que jamais, tant la crise de suraccumulation du capital est forte et pèse sur toutes les catégories, tendant à réduire le nombre de couches du salariat « protégés ». Le salariat peut donc trouver un chemin d'union face à la logique d'ensemble du système capitaliste, à condition que des propositions ambitieuses traversent les mouvements sociaux qui émergent dans ce sens.

Affirmer un intérêt commun à s'unir contre le capital autour d'un projet révolutionnaire, ne doit néanmoins pas être confondu avec une négation de l'existence des différences et des profondes inégalités entre les classes sociales concernées, qui occupent dans les rapports économiques des places différentes. Le terme de « classe travailleuse », popularisé récemment, peut-être pour jouer sur l'ambiguïté de l'anglais *working class*, peut tendre ainsi à desservir les intérêts que les utilisateurs de cette expression cherchent pourtant à défendre, en invisibilisant les différences au sein du salariat, qui sont encore flagrantes et structurantes aujourd'hui, et qu'il est nécessaire de prendre en compte pour les dépasser et aboutir à une unité. Mais aussi en enfermant les intérêts du salariat dans le travail, contre les aspirations à l'augmentation du temps hors travail et au déve-

veloppement de l'emploi. C'est notamment le cœur du projet féministe de sortir du travail domestique par le développement notamment des services publics et des emplois dans ce secteur, tout en demandant du temps hors emploi pour les temps parentaux (notamment en développant celui des hommes), ou les temps politiques et syndicaux.

Avant de nommer artificiellement une unité, il est nécessaire de la construire. La Sécurité d'emploi ou formation est un pilier du rassemblement possible entre les différentes couches du salariat autour d'un projet commun, garant d'une efficacité nouvelle, aboutissant à une société débarassée des antagonismes de classes.

## En mettant fin au chômage

Le modèle capitaliste repose sur cette possibilité d'ajustement des effectifs humains par le chômage. Le chômage est d'abord un marqueur profond de la différence structurante entre le salariat et la bourgeoisie :: si le premier groupe est toujours menacé par la possibilité du chômage qui remet en question sa capacité à assurer son existence dignement, le deuxième n'est pas inquiet et possède des ressources en revenu, patrimoine, mais aussi en tant que possesseur des moyens de produire, pour assurer son existence sans passer par l'emploi salarié. Cela permet également de limiter la progression des salaires nécessaires pour contrer la baisse tendancielle du taux de profit capitaliste. Sans chômage, cette différence fondamentale entre classes sociales est dépassée.

Mais le chômage est également un marqueur profond de différence au sein du salariat :: les ouvriers non qualifiés ont un taux de chômage environ quatre fois plus élevé que les cadres en 2023<sup>5</sup>. On sait aussi que les jeunes sont touchés davantage par le chômage que les catégories plus âgées. Ces différences de vulnérabilités face au chômage accentuent les différences de revenus, de conditions de vie, de santé, etc. Cela contribue à accentuer les différences dans tous les domaines de la vie entre les différentes couches du salariat. Là encore, l'éradication du chômage contribue donc à l'union possible entre les classes sociales et à leur dépassement comme principe de structuration de la société.

## En sortant de l'aliénation de la division sociale du travail

Le mode de production capitaliste approfondit la division sociale du travail, et organise la limitation des individus à des activités professionnelles particulières. Ces activités professionnelles définissent les rapports de production et donc les rapports de classe. Les individus sont enfermés dans une activité, sans possibilité d'aspirer à une autre.

Les classes sociales, de fait, n'ont plus de raison d'être à partir du moment où la société organise la rotation des tâches, dans une liberté de choix. La SEF organise alors la possibilité, par l'accès sans précédent à la formation et à l'emploi, d'une mobilité professionnelle et sociale permettant à tous d'avoir plusieurs « métiers » dans sa vie, par exemple d'être un temps infirmier, e, puis professeur, e de philosophie ou encore fabricant, e de meubles, tout en s'enrichissant personnellement de ces différentes expériences et en enrichissant la société par la même occasion. La division entre métier de « conception » ou « intellectuel » et métier « d'exécution » ou « manuel » est de plus en plus obsolète à mesure que la mise en place d'une sécurité emploi ou formation se concrétise. La société de classe ne tient plus et ouvre la possibilité d'une émancipation individuelle et collective. « Avec les nouvelles conditions de sécurité mo-

bile, de liberté de choix de la formation et aussi de l'emploi, le but de développement de soi pourrait l'emporter graduellement, faisant reculer l'aliénation de l'emploi. [...] Ainsi pourrait commencer un long processus historique de dépassement du travail lui-même comme activité contrainte et aliénée. »<sup>6</sup>

## En mettant au premier plan la qualification

Le mode de production capitaliste pousse la division du travail à la spécialisation dans des phases spécifiques de la production. Cela a abouti à une séparation entre le travailleur et le produit de son travail, source de déqualification organisée du travail. La réduction d'un métier à quelques gestes dans l'organisation du travail taylorienne est l'exemple emblématique de la dépossession du salarié de son travail qui conduit à son aliénation. Du fait de la révolution informationnelle qui participe à remplacer les capacités du cerveau humain, cette déqualification est également un risque pour les métiers les plus qualifiés en perdant les connaissances sur la production des informations, délégués aux machines. Le salarié est privé non seulement de sa capacité à créer un produit de A à Z, mais aussi de la capacité de décider de son produit et de l'organisation de sa production.

Or, pour maîtriser efficacement cette révolution technologique informationnelle qui est en train de bouleverser la production et tous les aspects de la civilisation, les travailleuses et travailleurs ont besoin de qualifications de plus en plus poussées dans de multiples dimensions. Ils doivent avoir le temps et les moyens d'exercer toute leur créativité et toute leur capacité d'initiative, ce qui est en contradiction avec les rapports de production capitalistes.

La SEF, par son accès large à la formation, dans une sécurité de revenu, et à un emploi rémunéré au niveau de qualification acquis, met au cœur du projet la requalification des travailleurs et travailleuses, leur redonne la capacité de décider et, par là même, à se réapproprier leur travail. Elle abolit ainsi les différences entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, crée une union possible entre les différentes couches du salariat pour l'aboutissement d'un mode de production plus juste et plus efficace car misant sur le plein développement des capacités humaines. La qualification est également un puissant levier de dépassement des différentes dominations, notamment les dominations de genre<sup>7</sup>.

## En donnant des pouvoirs nouveaux aux salariés sur la production

La SEF se conjugue avec la mise en place de pouvoirs nouveaux dans les entreprises, associations et administrations publiques, donnés aux salariés. Ils sont ainsi capables de décider des dépenses d'emploi, de formation, mais aussi d'investissement, en mobilisant le nouveau crédit bancaire. La SEF passe aussi par l'exercice de pouvoirs des citoyennes et des citoyens sur l'entreprise et donc sur les leviers d'intervention publique en matière économique : fiscalité, orientation du crédit bancaire, nationalisations, planification... La création de conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation écologique des productions, qui, par délibération démocratique, produirait des objectifs chiffrés et contraignants de créations d'emplois et de mise en place de formations initiales et continues, fait partie intégrante du projet de SEF.

Ce serait la base d'une planification d'un type tout à fait inédit, démocratique, décentralisée et interactive entre tous les

échelons administratifs, de la base au sommet. De fait, la distinction entre d'un côté des décideurs qui sont les pourvoyeurs de capitaux et de l'autre les salariés et les citoyens, dépossédés de leur capacité de décision, opposition qui structure les rapports de classe, serait obsolète. De plus, la distinction au sein du salariat de cadres qui possèdent, même faiblement, une capacité de décision, et d'un salariat soumis aux décisions des cadres et des actionnaires, n'est également plus d'actualité.

### En promouvant le service public

La SEF repose sur un déploiement très poussé du service public. Déjà par la création d'un nouveau service public de l'emploi et de la formation. Mais également par la levée des freins aux dépenses d'emploi et de formation dans les services publics existants : éducation, petite enfance, santé, transports, loisirs, culture... Les services publics, par essence en accès gratuits ou à un coût très faible, financés par des dépenses publiques à toutes les échelles, sont la première source de réduction des inégalités<sup>5</sup>. C'est ainsi un profond levier d'unité et de dépassement des classes sociales.

### En donnant une place majeure au temps hors travail, non contraint

La société, divisée en classes, se divise aussi entre ceux qui disposent de la capacité à choisir leur temps et à pouvoir disposer de temps non contraint. Ce rapport au temps est un combat de classe. Le prolétariat du temps de Marx pouvait travailler 16 heures par jour, son temps était à disposition exclusive du capital, tandis que le bourgeois se caractérise par son oisiveté, la mise à disposition quasi totale de son temps à utiliser comme il le souhaite. « Récupérer » le temps non contraint dans la journée de travail mais aussi dans la durée de vie, a été un combat de la classe ouvrière (journée de 8 heures, congés payés, retraite, etc.) dans un but de construire petit à petit un chemin vers une société d'émancipation, où les différences de classes sociales sont dépassées. Aujourd'hui encore, le rapport au temps structure les différences fondamentales entre le salariat et la bourgeoisie. Les différentes couches du salariat n'ont également pas le même rapport au temps : par exemple si les cadres disposent de moins de temps hors travail que les ouvriers en quantité, c'est un temps moins contraint. Le temps est aussi central dans les rapports de domination :

les femmes ont moins de temps libre que les hommes du fait du cumul entre emploi et travail domestique<sup>6</sup>.

La SEF n'est pas un projet d'enfermement dans le travail ou dans la formation. Elle porte la réduction du temps de travail et le développement des temps hors travail qui monte dans les aspirations actuelles, en particulier dans les jeunes générations. La SEF est centrale dans ce projet car le développement du temps hors travail suppose notamment une forte création d'emplois (dans le tourisme, les loisirs, etc.) associée à une exigence de formation importante.

Ainsi, la SEF est un projet de dépassement du marché du travail, par la fin de la réduction des hommes et des femmes à des marchandises, jetables dans le chômage quand la demande de travail est insuffisante. Elle repose sur des créations d'emploi massives avec une formation tout au long de la vie exigeante et accessible à toutes et tous. Elle s'oppose à tout un pan de solutions contre le chômage qui sont en réalité des solutions contre le travail et l'emploi, comme la réduction des « coûts du travail », la mise en place d'un « revenu universel » ou la promotion du « plein-emploi ». Ce faisant, elle contribue à proposer un projet autour duquel le salariat tout entier peut se retrouver, prendre conscience de ses intérêts communs et construire une société dans laquelle les classes sociales sont dépassées.

1. Paul Boccara, *Une sécurité d'emploi ou de formation : pour une construction révolutionnaire de dépassement contre le chômage*, op. cit.

2. *Ibid.*

3. Voir K. Marx, *La Lutte des classes en France* et K. Marx, *Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte*.

4. DARES, *Analyses*, n° 082, « Quelles sont les évolutions des conditions de travail et des risques psychosociaux ? », décembre 2017.

5. Insee Références, *Emploi, chômage, revenu du travail*, édition 2024.

6. Paul Boccara, *Une sécurité d'emploi ou de formation : pour une construction révolutionnaire de dépassement contre le chômage*.

7. T. Denape, « La sécurité d'emploi et de formation : une réponse à la domination des femmes », *Économie & Politique*, n° 826-827, mai-juin 2023.

8. Insee Références, « Réduction des inégalités : la redistribution est deux fois plus ample en intégrant les services publics », *Revenus et patrimoine des ménages*, édition 2021.

9. Cécile Brousse, « Travail professionnel, tâches domestiques, temps "libre" : quelques déterminants sociaux de la vie quotidienne », *Économie et Statistique*, n° 478-479-480, 2015.



# IV. Théorie marxiste et voies autogestionnaires de la révolution en France selon Paul Boccara

Entre 1981 et 1986, Paul Boccara a publié dans *La Pensée* quatre articles sur les théories de l'État. Nous publions ici des extraits du dernier article, paru dans le numéro de janvier 1986<sup>1</sup> avec ses réflexions sur les conditions et les voies d'une transformation révolutionnaire dans un pays capitaliste développé comme la France.

Paul Boccara insistait sur des « conceptions nouvelles » se référant à des principes autogestionnaires, en lien avec l'intervention des travailleurs dans les gestions des entreprises.

Il avançait des élaborations de tendance autogestionnaire et décentralisée, prenant racine dans la situation en cours, renouant avec l'évolution historique de la pensée théorique de Marx. Il retraçait en historien les ruptures et les continuités au travers desquelles la pensée des fondateurs du marxisme a mûri, des premières critiques de l'État bourgeois aux conclusions tirées de l'expérience anticipatrice de la Commune, et de la montée du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes avancés.

## L'évolution des conceptions de Marx et d'Engels sur le processus révolutionnaire

Paul Boccara relevait que Marx, dans *La Question juive* en 1843, critiquait la séparation constitutive de l'État, des citoyens, entre les pouvoirs politiques délégués aux élus du suffrage universel, et la vie concrète des travailleurs<sup>2</sup>. Boccara rappelait que Marx en 1871, dans *La Guerre civile en France*, explicitait : « La constitution communale aurait restitué au corps social toutes les forces jusqu'alors absorbées par l'État parasite qui se nourrit sur la société et en paralyse le libre mouvement »<sup>3</sup>. Dès le « Premier essai de rédaction » de *La Guerre civile*, Marx écrivait à propos de la Commune : « Ce ne fut donc pas une révolution

contre telle ou telle forme de pouvoir d'État. Ce fut une révolution contre l'État lui-même. Ce fut la reprise par le peuple de sa propre vie sociale. Ce ne fut pas une de ces luttes mesquines entre la forme exécutive et la forme parlementaire de la domination de classe, mais une révolte contre ces deux formes qui se confondent, la forme parlementaire n'étant qu'un appendice trompeur de l'exécutif. Il écrivait encore : « La Commune est la reprise du pouvoir d'État par la société. C'est sa reprise par les masses populaires elles-mêmes qui substituent leurs propres forces à la force organisée pour les opprimer ». La relecture par Paul Boccara des classiques du marxisme le conduit à travailler le lien entre renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie et exercice par les travailleurs de nouveaux pouvoirs dans les entreprises, avec des critères d'efficacité économique et sociale opposés à la rentabilité capitaliste. Il relève qu'« Engels, à propos de la Commune de Paris, va pouvoir mettre en relation les nouvelles formes politiques de l'organisation communale généralisée et les nouvelles formes de gestions des entreprises par les travailleurs associés eux-mêmes ». Engels, dans son Introduction de 1891 à *La Guerre civile en France* de Marx, souligne que « la Commune ordonna un recensement des fabriques arrêtées par les fabricants et l'élaboration de plans pour donner la gestion de ces entreprises aux ouvriers qui y travaillaient jusque-là et devaient être réunis en associations coopératives, ainsi que pour organiser ces associations en une seule grande fédération ».

L'article de Paul Boccara montre que Marx, dans *Le Capital*, révèle une véritable mutation de sa pensée<sup>4</sup>, où il insiste

sur la productivité, des conditions non dominées par le taux de profit capitaliste, l'efficacité du capital matériel et l'économie des moyens de production. La crise historique du mode de production capitaliste appelle des transformations radicales de la production en liaison avec les exigences de développement des forces productives. Au-delà de la répartition, cela concerne « le développement des agents des forces productives, des travailleurs eux-mêmes ». **Marx insiste sur le conditionnement historique de la distribution (répartition) par les conditions de la production.** Il s'oppose aux illusions sur la répartition « équitable » ou le « droit égal » au « produit intégral du travail » de Lassalle et montre qu'on est loin que chaque travailleur reçoive le « produit intégral du travail ».

### Les fondateurs du marxisme et l'État

L'article de Paul Boccara contient d'importants développements sur la critique de l'État dans la tradition marxiste, des fondateurs de la Première Internationale jusqu'à Lénine et jusqu'aux débats sur l'abandon de la dictature du prolétariat du XXII<sup>e</sup> congrès du PCF, en 1976. Nous livrons ci-dessous des extraits des leçons que Paul Boccara en tirait en 1986 :

*Au cours d'un processus de transformation révolutionnaire de construction d'un socialisme autogestionnaire dans les conditions de la France, les fonctions politiques peuvent être, à travers des « mixtes » institutionnels durables de transition, réappropriées graduellement par les gens concernés. En étant arrachées le plus possible à leur accaparement par l'État et notamment l'appareil d'État. Ces derniers sont par définition centralisés et extérieurs aux gens, avec leurs délégations ascendantes et descendantes, les coupant des populations concernées et avec les administrations techno-bureaucratiques.*

*Déjà Engels écrivait à sa façon dans sa lettre à Bebel de mars 1875, sur laquelle Lénine attira l'attention : « Un État libre est un État qui est libre à l'égard de ses citoyens, c'est-à-dire un État à gouvernement despotique. Il conviendrait d'abandonner tout ce bavardage sur l'État, surtout après*

*la Commune qui n'était plus un État au sens propre. Les anarchistes nous ont assez jeté à la tête l'« État populaire » bien que déjà le livre de Marx contre Proudhon (Misère de la philosophie) puis le Manifeste communiste disent explicitement qu'avec l'instauration du régime socialiste l'État se dissout de lui-même et disparaît. L'État n'étant qu'une institution temporaire dont on est obligé de se servir dans la lutte, dans la révolution. Et le jour où il devient possible de parler de liberté, l'État cesse d'exister comme tel. »*

*Aujourd'hui nous pouvons voir plus précisément comment est rendu possible un processus révolutionnaire utilisant l'État tout en commençant à le faire reculer au plan des institutions politiques, à partir de l'intervention des travailleurs dans les gestions, des concertations planificatrices et d'institutions décentralisées dans le présidentielisme et le CME en crise. Cela est conditionné par les transformations technologiques très profondes de la révolution informationnelle qui a commencé et ses développements. Ces transformations tendent au progrès de la productivité du travail, en lien avec les développements massifs et prioritaires des individus eux-mêmes, l'économie systématique des moyens matériels, en liaison avec des collectifs de travailleurs autonomes et les coopérations entre ces collectifs pour le développement mutuel. Elles tendent aussi à promouvoir des capacités et exigences de décentralisation de l'information, comme des concertations et circulation de l'information la plus étendue possible entre unités décentralisées.*

Paul Boccara note le poids des révolutions passées sur les conceptions révolutionnaires de chaque époque. Il évoque le rôle de la machine d'État bureaucratique sur l'expérience soviétique. Il souligne le besoin de réformes profondes de la planification contre les obstacles du bureaucratisme et de la gestion des entreprises, pour développer l'autonomie et la participation des travailleurs, au cœur des problèmes de l'URSS. Il rappelle le rôle qu'ont joué, dans la révolution d'Octobre, en 1917, les soviets, ces conseils ou comités multiples décentralisés très proches de leurs mandants, dans les usines, les quartiers, les régiments, les associations. Ils communiquaient entre eux, s'efforçant de coordonner

### Lénine, l'État, la révolution et l'économie

Dans *L'État et la révolution*, Lénine analyse les remarques de Marx dans sa *Critique du programme de Gotha* sur les deux phases successives de la société communiste. En reprenant l'appréciation d'Engels, selon laquelle la Commune de Paris n'était « plus un État au sens propre », il considère que dans la première phase dite « socialiste », il faudrait « l'expropriation des capitalistes, la transformation de tous les citoyens en travailleurs et employés d'un grand « cartel » unique, savoir l'État tout entier, et la complète subordination de tout le travail de tout ce cartel à un État vraiment démocratique, à l'État des soviets des députés ouvriers et soldats ». Cela n'est pas du tout la même vision que les travailleurs « associés », « gérant » eux-mêmes leurs entreprises et réunis en une « fédération » de ces associations, en même temps que l'État ferait place à une « fédération de communes ». Lénine considère aussi que « toute la société ne sera plus qu'un grand bureau et un grand atelier ». Mais il ajoute « cette discipline d'atelier » que le prolétariat après avoir vaincu les capitalistes et renversé les exploités, étendra à toute la société n'est nullement notre idéal ni notre but final mais seulement un échelon nécessaire ». Il tend à identifier le statut dont parlait Marx, d'après l'exemple de la Commune, à propos des fonctionnaires nouveaux dans les débuts des formes politiques nouvelles, avec le statut de tous les techniciens de l'industrie et même de tous ses travailleurs. Il convient de souligner la correspondance de cette torsion évidente des conceptions de Marx, avec les conditions concrètes de l'empire tsariste, comme aussi avec les conditions historiques plus générales des débuts du CME dans le monde capitaliste. D'ailleurs, dans les tout débuts de la construction soviétique, Lénine évoque précisément « le capitalisme d'État dans l'État prolétarien », nécessaire en partie, en 1922. L'État nouveau étant ainsi reconnu comme État-patron, le socialisme va être construit notamment à partir de ce capitalisme d'État « toléré » au début en Union soviétique, en liaison avec les nécessités du rattrapage du retard matériel et social par l'accumulation et par la salarisation socialistes.

Cependant, selon Lénine dans *L'État et la Révolution* : « L'État pourra disparaître totalement quand la société aura réalisé le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », quand le travail sera devenu si productif que les hommes travailleront volontairement selon leurs capacités. Jusqu'à l'avènement de la phase « supérieure » du communisme, la société et l'État devront assurer le contrôle rigoureux de la mesure du travail et de la consommation ». Evoquant, après Marx, le grand développement des forces productives permettant le passage à la seconde phase, il considère la disparition de l'antagonisme entre travail manuel et intellectuel, non du point de vue du type historique de croissance de la productivité, mais, de façon unilatérale, du point de vue des oppositions dans la répartition des produits de consommation.

donner leurs actions, développant, du moins à l'époque, un réseau de pouvoirs agissants, à l'extérieur du pouvoir d'État. Lénine, tout en tendant à favoriser systématiquement alors ces poussées nouvelles, ouvrait en 1917, quoique de façon abstraite, la perspective de la destruction future de l'État (dans la seconde phase communiste) passant par la « participation de tous » à l'administration. Cependant, le processus soviétique ultérieur a montré les énormes difficultés de dépasser la domination de l'appareil bureaucratique hiérarchisé et centralisé, avec le parti unique ultracentralisé. Boccara relève les difficultés et tensions de la transformation sociale dans une société capitaliste arriérée et encerclée.

## Une organisation novatrice du processus révolutionnaire

Boccara déclare que ce n'est pas la référence à un modèle étatiste bureaucratique qui a pesé dans la formation du PCF, mais le rejet des compromissions du parlementarisme social-démocrate. Il revalorise les aspects positifs, de tendance autogestionnaire, du syndicalisme révolutionnaire (anarcho-syndicalisme), et aussi les références aux conseils ouvriers des soviets, ou l'organisation politique au niveau des entreprises et non exclusivement des localités électorales.

Il propose de dépasser la coupure bourgeoise entre État central des citoyens et travailleurs exploités dans les entreprises capitalistes. L'idéologie de la dictature du prolétariat centralisatrice a réactivé les illusions issues de la dictature jacobine, reprises par la tradition babouviste, visant à faire prédominer sur la mobilisation décentralisée des masses une dictature centralisée prétendument en leur faveur mais correspondant alors à des conditions historiques déjà dépassées en France. Cela exigerait une organisation novatrice du processus de transformation révolutionnaire et de sortir de l'écartèlement entre élections politiques et revendications syndicales, favorisant le maintien de la domination des exploités et des bureaucrates. On leur opposerait la jonction révolutionnaire des luttes politiques et des luttes à l'entreprise, non par l'intermédiaire d'un parti, mais par la lutte pour de nouveaux pouvoirs politiques et économiques décentralisés et autogestionnaires.

Les conditions sociales nouvelles permettraient dans les pays développés un processus révolutionnaire pacifique, sans guerre civile, à l'opposé des sociétés à majorité paysanne et petite-bourgeoise. Une grande majorité de la population est formée de salariés, avec une conscience morale de type bourgeois, sur laquelle insiste Marx, et le respect du suffrage universel. Boccara soutient que la conviction, l'adhésion et le vote majoritaire sont devenus des forces prédominantes auxquelles on ne pourrait chercher à faire violence sans risque majeur d'isolement. Ces conditions nouvelles ne peuvent provenir de la propagande, mais déjà de participations à des interventions dans des gestions d'entreprises et à des décisions politiques décentralisées, ouvrant la possibilité du progrès, de plans d'efficacité. Des majorités partielles contribueraient à des débuts de transformation.

On pourrait, dans un pays capitaliste développé comme la France, dépasser la contradiction entre une stratégie visant essentiellement les élections pour une assemblée nationale parlementaire, complémentaire d'un appareil d'État, et une stratégie visant, comme les années 1920 et 1930, à l'insurrection généralisée pour la création d'un nouvel appareil d'État central. D'ailleurs, instaurer des pratiques politiques et des institutions de tendances autogestionnaires, c'est tellement pousser la démocratie

qu'on commence à la dépasser. Un partage décentralisé des pouvoirs politiques permet à une minorité (locale par exemple) de prendre des décisions sans se soumettre à la majorité nationale, dans la mesure (évolutive) des compétences attribuées par le partage. Cela peut contribuer à la suppression de la séparation bourgeoise entre politique et travail.

## Potentiels révolutionnaires dans la France en crise

Après avoir esquissé une analyse du rôle contradictoire des nouvelles couches moyennes salariées dans les rapports de force politiques, Paul Boccara repère, en un moment où elles commencent à se manifester, quelques tendances caractérisées par la financiarisation et la mondialisation du capitalisme monopoliste d'État en crise. En France, c'est la crise du présidentialisme et de sa technobureaucratie. Cela engendre des tentatives sociales-démocrates d'intégration nouvelle à la société capitaliste par des droits limités d'expression des travailleurs dans les entreprises et des pouvoirs nouveaux économiques des collectivités territoriales au nom de la prétendue « décentralisation ». En même temps progressent de façon nouvelle, plus déconcentrée, la domination de l'appareil technobureaucratique, et l'exaltation de la rentabilité financière multinationale des entreprises privées et publiques, ainsi que le processus de contre-réforme de la privatisation et de la « déréglementation » au bénéfice des capitaux privés et des groupes monopolistes multinationaux, surtout à base étrangère.

Boccara esquisse quelques perspectives de la révolution autogestionnaire dans la France actuelle. Bien sûr, écrit-il « l'instauration et l'extension de ce partage des pouvoirs et de leurs concertations seraient progressifs. Et le contenu des décisions serait, en même temps, l'objet des luttes. Les transformations politiques exigent les débuts des transformations des gestions des entreprises elles-mêmes et des services collectifs et des relations de ces transformations avec la vie politique à partir notamment des collectivités territoriales. La démagogie et la réalité des libertés bourgeoises, le rejet du socialisme étatiste, ne pourront être dépassés sans doute que par un processus de conquête effective de libertés supérieures nouvelles, commençant à associer la promotion de tous les individus à des solidarités nouvelles, favorisant l'émancipation des identités régionales et nationales. Même s'il s'agit d'un processus révolutionnaire complexe, lent, à travers des constructions mixtes, des transitions institutionnelles, son principe est fondamentalement, radicalement, autre. C'est une révolution différente dans son essence de celle qui a conduit à l'État bourgeois même le plus démocratique. D'ailleurs, l'autogestion à la fois développe et nie, en la dépassant, la démocratie délégitimée. Par exemple, la majorité nationale, dans la mesure où elle accapare les pouvoirs dans une démocratie, s'oppose aux vœux d'une minorité nationale, à l'opposé de partages des pouvoirs respectant des majorités partielles dans telle région, telle localité, telle entreprise ».

Les leçons de l'expérience historique doivent permettre de dépasser les hésitations et difficultés de création originale que nous avons connues. Il s'agit par exemple du Front populaire, son poids sur notre mentalité, nos conceptions. Il y avait l'idée dans le PCF dans les années 1934-36, que, plus tard, on fera la révolution de type guerre civile avec sa dictature du prolétariat, etc., mais que, dans l'immédiat, il fallait agir dans le cadre des institutions républicaines nationales. C'est une contradiction qui peut être paralysante si elle n'est pas dépassée, s'il n'y a pas créativité et inven-

tion de dépassements. Nous avons connu ces problèmes du dépassement des contradictions avec une créativité nécessaire, mais pas facile. Pour le Front populaire, il y a eu une idéalisation de conquêtes limitées, puis le sabotage, la défaite du mouvement ouvrier et la contre-offensive de la réaction, jusqu'au régime de Vichy. Le mouvement ouvrier en était sorti dans la Résistance, avec une démarche politique très différente de la délégation de pouvoir, de tendance autogestionnaire ; mais pour retomber de nouveau, après un grand progrès d'influence, dans des contradictions antagonistes paralysantes.

Paul Boccara formule « Quelques hypothèses de travail et suggestions au plan institutionnel ». « Une construction politique foncièrement nouvelle de tendance autogestionnaire ... une construction graduelle, avec des éléments contradictoires à dépasser, toute une évolution complexe ». Il montre que la bourgeoisie a pu utiliser des institutions et constructions mixtes, tendant au dépassement graduel, en élaborant des éléments d'un renversement. Il ne s'agirait pas seulement de changements dans l'économie, avec les interventions des travailleurs dans les gestions des entreprises pour un nouveau type de productivité, utilisant d'autres critères de gestion, en réponse à la crise profonde du capitalisme et aux nouvelles conditions de la révolution technologique. Il s'agit d'articuler ces interventions à des transformations de toutes les activités sociales et à une construction politique différente. Boccara écrit : « On ne peut pas suffisamment développer les interventions dans les gestions sans constructions politiques. Il faut sortir de l'entreprise pour intervenir en relation avec d'autres entreprises. Des relations politiques impliqueraient des relations avec les collectivités territoriales, les appareils administratifs, d'autres activités que la production, celles des services collectifs. C'est tout un réseau de rapports, d'institutions de fait, de modifications des institutions existantes qui peut être l'objectif d'une construction politique nouvelle, liée aussi aux interventions dans les gestions, au niveau des productions et des financements, dans une véritable "guérilla pacifique". Tout ceci est en train de naître, non seulement dans les idées mais dans la pratique, malgré le poids énorme de toutes les traditions et idées du passé opposées aux critiques marxistes créatrices. »

Au niveau des institutions politiques existantes et de leur transformation, on pourrait concevoir que dans des institutions de transition, la deuxième chambre nationale, Sénat, soit transformée en Conseil de concertation interrégional de la République, à partir des délégations (et des propositions) autonomes des régions. De même, le Conseil régional élu au suffrage universel pourrait être articulé à un Conseil de concertation régional des coopérations entre entreprises, autres activités et élus locaux, à partir des délégations des CE des entreprises, des conseils de gestion des services collectifs, des conseils généraux et municipaux. Il pourrait y avoir, dans les Conseils de concertation, élaboration de normes et péréquations, articulation entre projets concrets autonomes et concertations planificatrices. Les propositions seraient ensuite soumises aux assemblées élues au suffrage universel.

Au niveau international, des constructions politiques émancipatrices appellent des concertations, partant des besoins nouveaux et solidaires des peuples des différents pays, et non pas une superstructure politique multinationale agissant au sommet en liaison avec le capital multinational. Au niveau européen, monteraient des coopérations européennes décentralisées, interentreprises, interservices et interrégionales. »

Paul Boccara propose un système monétaire international qui ne serait plus fondé sur la domination d'une monnaie nationale comme le dollar des États-Unis. Face aux besoins de concertations multilatérales (et interzonales), il appelle à des coopérations pacifiques, notamment économiques, nationales, ou zonales (comme au niveau européen), ainsi qu'au niveau interzonal et mondial.

Boccara considère qu'il ne s'agit pas seulement de l'articulation du politique à l'économie mais, au-delà de l'économie, les forces productives, la production et les moyens matériels qui débordent l'économie, la « révolution informationnelle ». Il invite à voir les aspects non économiques, qu'il appelle anthropomiques : relations parentales, politiques, psychiques et culturelles, etc. Les grandes transformations révolutionnaires impliquent une révolution dans toute la sphère de l'anthroponomie, qui fait partie des conditions du bouleversement d'ensemble, avec la régénération et la progression de valeurs nouvelles. Boccara insiste sur l'enjeu considérable des problèmes théoriques dans les luttes concrètes avec un débat de fond. Cela s'oppose à des conciliations éclectiques, noyant les idées nouvelles dans les préjugés anciens. Boccara relève le défi de transformations révolutionnaires non seulement dans les idées, mais en pratique. Comme l'écrivait Marx, des idées nouvelles ne peuvent qu'aller au-delà d'idées nouvelles. Il faut des forces pratiques pour une révolution réelle, des idées vraiment nouvelles peuvent s'emparer des masses, développant la conscience de ce qu'elles cherchent elles-mêmes, confusément, à construire, en progressant à partir des luttes effectives.

1. Paul Boccara, « Théorie marxiste et voies autogestionnaires de la révolution en France », *La Pensée*, n° 249, janvier 1986.

2. Karl Marx, *La Question juive*, 10/18, Paris, 1968, p. 45.

3. Karl Marx, *La Guerre civile en France, 1871*, édition nouvelle, Éditions sociales, Paris 1953, p. 44.

4. Karl Marx, *Le Capital, critique de l'économie politique*, édition en trois volumes des Éditions sociales, Paris, 1976, Livre II, p. 742.

